

doivent se servir d'armements chargés à blanc pour leur formation.

Dans ce sens-là, nos militaires se plaignent aussi de ne pas avoir à la main l'équipement nécessaire afin de compléter leur entraînement d'une manière efficace. Monsieur le président, en général nous sommes obligés d'appuyer le bloc ennemi ou le bloc contraire, en ce qui touche au maintien d'une armée de défense, d'une armée bien équipée. On connaît la lutte qui se livre présentement au Salon de l'aéronautique en France, alors que les grands constructeurs désirent vendre à certains pays de l'OTAN les avions les plus modernes. Or, si le Canada prend un recul, il sera vite dépassé. Nous sommes devant ces faits.

On annonce aujourd'hui dans les journaux que l'URSS vient de lancer ce qu'on appelle un chapelet de satellites. En effet, l'Union Soviétique a placé en orbite autour de la terre huit satellites *Cosmos*, dans le but, probablement, de servir à un réseau de communications mondiales des unités navales soviétiques. On sait aussi avec quelle vitesse l'URSS construit des bateaux de toutes sortes, militaires ou autres, qu'elle place sur toutes les mers du monde, et je pense que ce n'est pas à des fins touristiques qu'elle joue ce jeu-là.

Or, monsieur le président, tant que la Russie continuera de tenir en action et de développer une force de frappe conventionnelle, il nous faudra prendre les mêmes moyens pour nous défendre. Si l'armement du bloc de Varsovie n'était qu'un armement nucléaire, la défense du bloc de l'OTAN ou de NORAD pourrait être uniquement nucléaire aussi. Mais, tant et aussi longtemps que le bloc de Varsovie, la Russie en tête, maintiendra, par exemple, des bombardiers conventionnels, et on sait qu'elle construit encore ce qu'il y a de plus moderne, à très long rayon d'action, on ne sait jamais à quel moment la Russie pourra s'en servir pour déclencher un conflit conventionnel, soit sur le continent nord-américain ou ailleurs, alors, tant et aussi longtemps que la Russie maintiendra ce genre d'armement, je pense qu'il faudra en faire autant.

Le problème devant ces faits est celui-ci: Étant donné que du côté communiste, que ce soit la Russie ou ses satellites, lorsqu'on a besoin de crédits pour fabriquer des armes, on se fiche pas mal de ce que pensent les Russes, les Polonais, les Turcs, ou les Hongrois, et on y va. Si l'on doit mobiliser les ingénieurs et les techniciens, les fonderies, les usines, pour fabriquer cet armement de guerre, on le fait. Tandis que du côté des pays démocratiques, ce n'est pas la même chose, ce n'est pas la même chanson.

Si le gouvernement canadien, par exemple, veut augmenter son budget de défense nationale, on entend tout de suite des cris à travers le Canada. Les journaux s'emparent de cela, surtout ceux qui appuient le genre de discours qu'on a entendus juste avant le mien, et qui voudraient avoir le Canada aussi bien que les États-Unis ou les pays libres se défaire de leurs armées. Je me demande dans quel but. Eux le savent sans doute, mais si nous le faisons, nous serions en difficulté probablement. Or, c'est là la question. Est-ce qu'on doit restreindre nos dépenses militaires, ou se doter d'armements, ou de ce que j'appellerai d'outils de bonne qualité, qu'on pourrait mettre entre les mains de nos militaires? Nous avons ce choix.

Il y a un autre point aussi qu'il faut noter, et qui est très important. Peu importe la nature, peu importe l'importance de ce budget de la défense nationale, qu'il soit élevé ou qu'il soit en quatrième, cinquième ou sixième position dans le budget canadien, il y a, on le sait, toujours du coulage. Il semble que c'est ancré dans l'esprit de nos Canadiens, dans l'esprit de nos industriels, dans l'esprit de

Subsides

nos hommes d'affaires, et même chez certains de nos fonctionnaires. Quand il s'agit de la défense nationale, on peut y aller. On n'a pas de coût réduit. Il semble qu'il n'y ait pas de concurrence dans ce genre de commerce. On charge à pleins prix, et non seulement on ne vend pas au rabais, parce qu'il n'y a pas de concurrence, mais il semble qu'on hausse les prix. Et c'est dans cette optique-là surtout que j'attire l'attention du ministre, et lui demande d'être très prudent, de vérifier souvent, et d'être exigeant même envers tous les fonctionnaires et tous les départements de son ministère, afin d'éviter ce gaspillage qu'on a connu, surtout à certaines périodes.

Or, monsieur le président, je ne voudrais pas qu'il soit dit que je suis en faveur de dépenses exagérées dans le domaine de la défense. Mais, je ne voudrais pas non plus que notre système de défense soit tel que le pays soit en danger, et à la merci de quiconque voudrait s'en emparer. C'est là, je pense, l'objectif que chaque Canadien devrait avoir lorsqu'il est question de dépenses, d'exposé budgétaire dans un pays démocratique.

● (1610)

[Traduction]

M. Dupras: Monsieur le président, je suis heureux de l'occasion que nous offre le parti conservateur et le premier orateur de ce parti, le député de Victoria de parler de la défense. Je conviens dans une certaine mesure que la défense n'est peut-être pas un sujet très populaire au Canada. Il y a des raisons à cela. Je suis persuadé qu'il y a d'autres activités dans nos vies qui ne seraient pas populaires. Mais si vous vous entreteniez avec des Français, des Allemands, des Polonais ou des Russes, vous constateriez que la défense est un sujet populaire. Elle ne l'est peut-être pas ici, puisque ceux d'entre nous qui ont connu la seconde guerre mondiale et la guerre de Corée sont en minorité actuellement.

Les Canadiens ne manifestent pas un instinct très profond de se protéger contre les guerres. Voilà pourquoi il nous est beaucoup plus difficile d'imposer l'idée de la défense au Canada qu'en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne où les gens ont connu la guerre, parfois même à deux reprises. Pour eux la défense est une question très actuelle et très populaire.

[Français]

Ce que je veux surtout, monsieur le président, c'est profiter de cette occasion-ci pour rendre hommage moi aussi, d'abord aux membres des forces armées canadiennes, comme on l'a d'ailleurs déjà fait, et c'est avec plaisir que je profite de l'occasion pour le faire de nouveau. J'indiquais tantôt que j'ai moi aussi servi dans les forces armées canadiennes, comme plusieurs de mes collègues. Seulement, nous sommes actuellement une minorité, et cette minorité n'est pas dans la partie moyenne de l'âge des députés de la Chambre des communes ou du Sénat.

Au fait, nous sommes en minorité de deux façons seulement, les forces armées canadiennes ont contribué très largement, et depuis un très grand nombre d'années, certainement depuis les années 40, et même avant, à bâtir la réputation du Canada, à bâtir la réputation des Canadiens. Et c'est une présence canadienne aussi bien en Europe qu'en Égypte et ailleurs. Et chaque fois qu'on a fait appel aux services ou aux bons offices de nos membres des forces armées canadiennes, ils l'ont fait toujours avec énormément de distinction. Et si l'on se réfère aux témoignages qu'on entend très souvent sur les membres des forces armées canadiennes, je voudrais par exemple rappeler les propos du secrétaire général de l'OTAN, M. Joseph